



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service des Procédures Environnementales**

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
Unité Départementale de la Gironde**

Arrêté

**portant enregistrement pour l'exploitation d'installations de tri, transit, regroupement et
broyage-concassage de matériaux inertes, en application de l'article L.512-7 du code de
l'environnement, de la Société GUYENNE ENVIRONNEMENT à Bordeaux**

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7 et R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration (rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature des IOTA) ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration (rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature des IOTA) ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales, prévu par l'article L.512-7 du code de l'environnement, du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales, prévu par l'article L. 512-7 du code de l'environnement, du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 ;

VU le SAGE Estuaire de la Gironde et milieux associés ;

VU le SAGE Nappes profondes de Gironde ;

VU le Plan national de prévention des déchets ;

VU le Plan régional de prévention et de gestion des déchets de la Nouvelle-Aquitaine ;

VU le récépissé de déclaration au titre des rubriques n°2515 et 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement délivré le 02 juillet 2015 à la société SABLIERES DE GUYENNE, devenue GUYENNE GRANULATS, puis GUYENNE ENVIRONNEMENT ;

VU la demande présentée en date du 24 juin 2024 par la société GUYENNE ENVIRONNEMENT (SIRET n°81490091600010) dont le siège social est sis à l'Espace Phare, 27 rue Alessandro Volta, 33700 Mérignac, pour l'enregistrement d'installations de tri, transit, regroupement et broyage-concassage de matériaux inertes (rubriques n°2515 et 2517 de la nomenclature des installations classées) et la déclaration d'un forage et de son exploitation pour prélèvements (rubriques 1.1.1.0 et 1.3.1.0 de la nomenclature loi sur l'eau) sur le territoire de la commune de Bordeaux ;

VU le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés dont l'aménagement n'est pas sollicité ;

VU les compléments transmis par l'exploitant par courriels du 23 décembre 2024 et du 03 février 2025 ;

VU le rapport de recevabilité de la demande d'enregistrement en date du 23 août 2024 ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2024 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

VU l'absence d'observation du public entre le 07 octobre 2024 et le 04 novembre 2024 ;

VU la consultation du conseil municipal de Bordeaux entre le 04 septembre et le 19 novembre 2024 et les observations dudit conseil municipal en date du 05 novembre 2024 ;

VU l'avis du propriétaire dans le délai prévu au 5° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement sur la proposition d'usage futur du site ;

VU l'absence d'avis du maire de Bordeaux dans le délai prévu au 5° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement sur la proposition d'usage futur du site ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 06 février 2025 ;

VU la communication au pétitionnaire, par courriel du 07 février 2024, du projet du présent arrêté comportant des prescriptions particulières conformément aux dispositions de l'article R.512-46-17 du code de l'environnement ;

VU la réponse au projet du présent arrêté transmise par le pétitionnaire par courriel du 12 février 2025 ;

VU le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M.Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement et à l'article L.211-1 du même code ;

CONSIDÉRANT que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à la réalisation d'un lycée (usage sensible) ;

CONSIDÉRANT la localisation du projet :

- hors zone listée au 2-c de l'annexe III de la directive 2011/92/UE susvisée, à l'exception de la zone à forte densité de population (commune de Bordeaux) pour laquelle les aménagements (réseau d'asperseurs, mesure des retombées de poussières, mesures de bruit) prévus n'aggravent pas la situation concernant le bruit, les vibrations et l'envol de poussières. ;
- en dehors de toute zone naturelle remarquable protégée ou répertoriée dans le cadre d'inventaires écologique, faunistique et floristique ;
- en zone urbaine qui permet l'installation du projet de tri, transit, regroupement et broyage-concassage de matériaux inertes ;

CONSIDÉRANT le caractère peu significatif des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, installations, ouvrages ou travaux existants et/ou approuvés dans cette zone ;

CONSIDÉRANT que le projet, du fait de ses caractéristiques, notamment son fonctionnement par campagnes représentant une soixantaine de jours par an, et en matière d'utilisation des ressources naturelles, de production de déchets, de rejets ou de nuisances, n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

CONSIDÉRANT qu'au vu du dossier remis, le pétitionnaire s'engage à mettre en place les mesures suivantes visant à éviter et réduire les incidences du projet sur son environnement, notamment en ce qui concerne les points suivants :

- envol de poussières :
 - réseau d'asperseurs en place,
 - mesure des retombées de poussières à fréquence trimestrielle ;
- bruit et vibrations :
 - engins de chantiers utilisés homologués, conformes à la réglementation en matière de bruit et vibrations et régulièrement entretenus,
 - horaires de travail selon les plages 7h15-12h00 et 13h00-16h15 du lundi au jeudi et 16h le vendredi.

CONSIDÉRANT que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 susvisée, notamment rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux et compte tenu des mesures d'évitement et de réduction précitées, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire ne prévoit aucune mesure relative au confinement des eaux d'extinction d'incendie dans la mesure où le risque d'incendie est limité aux seuls engins et qu'il y a donc lieu de prescrire la disponibilité, à proximité immédiate du broyeur-concasseur, et, le cas échéant, l'utilisation de matériaux inertes incombustibles susceptibles d'étouffer un départ de feu ainsi que la présence à bord de tous les engins d'un dispositif d'extinction adapté ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire ne prévoit aucune collecte des eaux pluviales dans la mesure où ses activités ne sont pas susceptibles de polluer les eaux pluviales ruisselant au droit du site et qu'il y a donc lieu de prescrire l'intervention immédiate du personnel en cas de pollution du sol, en particulier par des hydrocarbures liés à des égouttures ou fuites des engins, à l'aide de matériaux absorbants disponibles sur site et à bord des engins ou, le cas échéant, par excavation des terres polluées et élimination de celles-ci vers les filières appropriées ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire a accepté les prescriptions particulières du présent arrêté dans sa réponse par courriel du 12 février 2025 ;

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE.

Article 1.1.1 - Exploitant, durée, péremption.

Les installations de la Société GUYENNE ENVIRONNEMENT (SIRET 81490091600010) dont le siège social est situé à Mérignac, faisant l'objet de la demande susvisée du 24 juin 2024, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Bordeaux à l'adresse 5 rue des Queyries. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2 – NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS.

Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

Rubrique	Libellé de la rubrique	Critère de classement	Régime
2515-1.a)	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant a) Supérieure à 200 kW	332 kW	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m²	18 000 m²	E

Régime : E (enregistrement)

Article 1.2.2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau (IOTA).

Rubrique	Libellé de la rubrique	Critère de classement	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Forage présent sur le site pour l'aspersion et le lavage des roues de camion	D
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 2° Supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an	500 m ³ /an	NC
1.3.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /h (A) ; 2° Dans les autres cas (D).	Capacité de 6 m ³ /h	D

Régime : D (déclaration), NC (non classé)

Article 1.2.3 - Situation de l'établissement.

Les installations autorisées sont situées sur la commune de Bordeaux, parcelle cadastrée AF 72 pour partie.

Les installations mentionnées aux articles 1.2.1 et 1.2.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT.

Article 1.3.1 - Conformité au dossier d'enregistrement.

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 24 juin 2024 complétée les 23 décembre 2024 et 03 février 2025.

CHAPITRE 1.4 – MISE A L'ARRÊT DÉFINITIF.

Article 1.4.1 - Mise à l'arrêt définitif.

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis dans un état compatible avec un usage sensible, conformément à la vocation des terrains telle qu'indiquée sur le plan de zonage du PLUi de Bordeaux Métropole visant la création d'un lycée (zone IG33).

CHAPITRE 1.5 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES.

Article 1.5.1 - Prescriptions des actes antérieurs.

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles des actes administratifs antérieurs qui sont abrogées, à savoir le récépissé de déclaration du 02 juillet 2015.

Article 1.5.2. – Arrêtés ministériels de prescriptions générales.

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel de prescriptions générales (article L.512-7 du code de l'environnement) du 26 novembre 2012 aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ;
- arrêté ministériel de prescriptions générales (article L.512-7 du code de l'environnement) du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- arrêté ministériel de prescriptions générales (article R.211-3 du code de l'environnement) du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration (rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature des IOTA) ;
- arrêté ministériel de prescriptions générales (article R.211-3 du code de l'environnement) du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration (rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature des IOTA).

Article 1.5.3 - Arrêtés ministériels de prescriptions générales, compléments, renforcement des prescriptions.

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

TITRE 2 – PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1 – COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.

Article 2.1.1 – Moyens de lutte contre l'incendie et déclaration d'incident.

Dispositions prises en complément de l'article 17 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012.

En toute circonstance et sans préjudice des dispositions du code du travail, un dispositif d'extinction d'incendie adapté en nature et en volume est présent à bord de chaque engin, permettant une intervention de l'exploitant sur un départ de feu dudit engin, en particulier au niveau des équipements mobiles de broyage-concassage.

En toute circonstance, un volume de matériaux inertes et incombustibles susceptible d'étouffer un départ de feu est disponible à proximité immédiate du ou des engins de broyage-concassage.

Sans préjudice de l'intervention des services extérieurs d'incendie et de secours, les moyens d'extinction cités aux deux alinéas précédents sont mis en œuvre immédiatement par le personnel en cas de départ de feu.

Toute utilisation d'au moins un des dispositifs cités aux deux premiers alinéas du présent article est considérée comme un incident au sens de l'article R. 512-69 du code de l'environnement et doit donc être déclarée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées et faire l'objet d'un rapport tel que défini à ce même article.

Article 2.1.2 – Traitement des pollutions accidentelles.

Dispositions prises en complément de l'article 21 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012.

En toute circonstance, des dispositifs d'absorption des polluants adaptés en nature et en volume sont présents à bord de chaque engin et dans les locaux d'exploitation, permettant l'intervention sur une pollution accidentelle, en particulier liée aux hydrocarbures des engins.

Ces dispositifs sont mis en œuvre immédiatement par le personnel en cas de pollution accidentelle.

Dans les cas où la pollution est telle que l'utilisation des dispositifs cités au premier alinéa du présent article n'est pas suffisante pour garantir la protection des intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, les sols pollués sont immédiatement excavés et éliminés vers les filières de traitement appropriées.

Toute utilisation d'au moins un des dispositifs cités au premier alinéa du présent article est considérée comme un incident au sens de l'article R. 512-69 du code de l'environnement et doit donc être signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées et faire l'objet d'un rapport tel que défini à ce même article.

TITRE 3 – MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS.

Article 3.1 – Frais.

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3.2 – Délais et voies de recours.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article **R.514-3-1 du Code de l'environnement**, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'arrêté leur a été notifié ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 3.3 – Publicité.

Conformément aux dispositions de l'article R.512-46-24 du code de l'environnement, le présent arrêté fait l'objet des mêmes mesures de publicité que celles prévues par l'article R.181-44 pour l'arrêté d'autorisation environnementale :

- 1° Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la Mairie de Bordeaux et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Bordeaux pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application notamment de l'article R.512-46-11, à savoir la commune de Bordeaux ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr) pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 3.4 - Exécution.

Le présent arrêté sera notifié à la Société GUYENNE ENVIRONNEMENT.

Une copie de la présente décision sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de Bordeaux,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le

18 FEV. 2025

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale

Audrey L. BONNET

